Quelques questions que je me pose…

On fonctionne plus ou moins sur l'idée, entre autres, que la période actuelle n'est pas (ou pas encore) une période de « montée des luttes », comme on dit, que nous sommes plutôt dans une phase de repli sans affrontement violent avec le Pouvoir (bien que, par ailleurs, on parle souvent de développement de nouvelles luttes autonomes, etc.) [[Ce n'est pas contradictoire, on le verra plus loin.]].
Je suis assez d'accord avec cette analyse – dans sa généralité – mais, là où le bât blesse, c'est que la « réponse » que nous y donnons serait que le seul travail militant possible soit la divulgation des idées anars ou libertaires, le soutien aux victimes de la répression, et l'apport de notre petite pierre à la restructuration du mouvement anar. Ce qui se traduit, dans les faits, par une attitude extrêmement routinière et stéréotypée. Je précise : au lieu d'analyser la réalité concrète de la société actuelle on répète (ronronne) trop souvent les vieilles analyses sur l'État, les institutions répressives, le frontisme, etc. Au nom de l'importance du « projet » global on sombre fréquemment dans les plus mauvais aspects de la politique spécialisée ; on critique la politique – spectacle – et – représentation et, parallèlement, on procède par incantation trop souvent, et par slogan [[Dans les « points communs » on a parlé de la reproduction des rapports dans le système ; je me demande si notre « mode de travail » politique (nos formulations, nos références parfois machiavéliques pour le pouvoir, et triomphalistes sur les travailleurs), par son côté classique, voire vieillot, ne fait pas partie aussi de la « reproduction » du système actuel.]].

On rejette les analyses nouvelles (ou prétendues telles), soit au nom de la critique du verbiage moderniste, qui ne dit rien de vraiment nouveau et sert seulement à asseoir le pouvoir d'une nouvelle couche intellectuelle (et là je suis d'accord),

soit parce que ces analyses auraient déjà été faites il y a 50 ans ou plus par les anarchistes ; on tombe alors dans plusieurs pièges :

- on abandonne les « terrains de lutte » qui émergent aux groupes spécialisés, dominés par une idéologie léniniste très souvent, on les critique car ils tombent souvent dans l'écueil du syndicalisme de la vie quotidienne (et là O.K.), mais cette démarche nous renvoie à notre statut de « politiciens spécialisés » [C'est-à-dire que, une fois réglé leur compte à ces fronts partiels, on retombe dans nos discours généraux sur la révolution, la destruction de l'appareil d'état...

  La réalité, celle des luttes (contre l'exploitation, la domination, l'enfermement) en l'occurrence, mériterait plus d'attention de notre part ; on a, en effet, des réponses critiques presque toutes faites à ces actions, et l'on en reste là au lieu de voir, à un niveau vraiment global cette fois, ce qu'elles révèlent de l'évolution du système et ce qu'elles portent ou pas, de potentiel subversif.]] ;

- le refus d'actualiser ce qui a été dit sur la nature de l'État, les classes, les formes de luttes, et, son corollaire : la sécurisation dans l'idéologie anar, fait qu'on appartient au « bon » courant qui avait été précurseur en ce qui concerne sa vision de l'état, de l'autorité, etc... !

Je ne suis pas systématiquement contre les idéologies, ce serait faire preuve d'hypocrisie, car tout un chacun en a une, et l'on réfléchit toujours à partir d'un cadre de référence ; le problème est quand la référence devient carcan ; c'est parfois ce qui arrive ici quand on agite nos fétiches sur l'État-répression, le moment insurrectionnel, et, en contre-point ou sur-impression, l'autonomie des luttes.

On manie tout un vocabulaire, au nom du projet révolutionnaire, qui ne rend pas forcément compte, ni de la réalité du pouvoir d'État à l'heure actuelle, ni du niveau d'impact des luttes ; on cherche toujours d'ailleurs une cohérence entre les deux, restant en cela dans la pure tradition gauchiste. S'il est vrai que, là où il y a lutte, il y a répression, on sait aussi que ce rite institutionnel fonctionne depuis bien longtemps, qu'il ne change pas fondamentalement le rapport de force, et que le véritable totalitarisme d'État qui va croissant, se met en place par des canaux plus insidieux (média, délation, lois anti-terroristes, etc) ; face à ces nouveaux moyens de contrôle, nous ne pourrons rester que désarmés si nous nous contentons de brandir le spectre de l'État-répression, flic ou patron, et si nous continuons à être obnubilés, au niveau des ripostes au pouvoir capitaliste ou d'État, par les tentatives de « luttes autonomes » des travailleurs.

On est à ce niveau dans un certain paradoxe ; on commence, nous et d'autres, à parler de formes nouvelles, accrues, de terrorisme-totalitarisme d'État (cf. le n° 6-7 de la *L.N.* : « isolement dans le fascisme technocratique », [« la technobureaucratie ») mais, dans le même temps, comme par schizophrénie, on maintient les mêmes réponses séculaires, de soutien aux victimes de la répression (par ex. meeting où l'on se retrouve entre convaincus, etc.). Ce qui signifie que pour nous, l'ennemi est quasi-uniquement matérialisé par les institutions étatiques bien repérables (armée, police, etc.) ; on reste en terrain connu, parce que là, on y a notre code de réponse (les formes classiques de propagande). Bien sûr la répression sous ces formes-là existe, mais le contrôle étatique se joue de plus en plus ailleurs.

Je voudrais aussi revenir sur la question de « l'autonomie » des luttes des travailleurs ; ça existe parfois, c'est sûr, mais on est souvent bien obligé de faire en ce domaine un constat d'échec ; les camarades de l'O.C.L. font une analyse

de ce qu'ils appellent « la montée d'une nouvelle gauche ouvrière », c'est-à-dire de l'existence croissante de luttes autonomes dans différents secteurs ; mais la résultante est néanmoins un « match nul » dû au fait, qu'à côté de ces luttes, la stratégie patronale ou gouvernementale est une répression sélective, parallèlement aux négociations. Notre fascination pour l'autonomie pourrait peut-être se transformer en interrogations sur le sens, la possibilité concrète ou pas de ces actions autonomes ?

Bref, à continuer à véhiculer trop de stéréotypes, fussent-ils « anarchistes », on risque fort de se battre contre des moulins à vent à l'ère de l'ordinateur.

§§§

Suite à une discussion sur ce texte, quelques points que je voudrais préciser

Sur la caractérisation de la période actuelle, des copains du groupe pensent que, bien qu'il n'y ait pas actuellement d'affrontements violents avec le pouvoir, ni de luttes spectaculaires, les luttes se multiplient dans beaucoup de secteurs, puisque presque tous les secteurs de la vie (usine, quartier, environnement, santé, transports) et conditions « spécifiques » : femmes, homosexualité.., font l'objet de luttes contre le pouvoir, l'ordre ou les rôles établis.

Cela me parait juste si on se limite à ce simple constat que de nombreux secteurs de la vie font l'objet de critiques et d'un désir de changement de la part des intéressés ; mais de là à conclure que nous sommes dans une période « dynamique », comme le pensent certains, là, je ne vois pas ! Beaucoup de mouvements de lutte se cassent la gueule : la grève de la Caisse d'Epargne, le mouvement étudiant l'an dernier, par exemple ; je vois plus « d'installation », de routine, dans les luttes que de regroupements offensifs et imaginatifs. Bref, c'était donc mon point de vue sur la question et non

celui du « on » indéfini employé dans le texte, à plusieurs reprises d'ailleurs et qui, en général, désigne l'opinion dominante qui ressort des discussions ou textes émanant du groupe de la *Lanterne*.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'extension des idées libertaires, il est vrai qu'un « vent » libertaire ou anti-autoritaire souffle depuis 68, mais je crois que ce phénomène est différent du mouvement anar, à l'heure actuelle ; et y voir un renforcement du mouvement anar me parait être un peu de la projection, car ce courant « libertaire » a repris à son compte une certaine critique de la politique, et certains groupes ou organisations anars ont bien gardé par contre les travers politicards remis en cause par ce courant anti-autoritaire.

Enfin, sur le problème de la fermeture, au nom du fait que certains groupes ou individus ont remplacé le déterminisme économique par celui du désir ou du refoulé (démarche les conduisant à un abandon de toute action collective ou politique, la critique en ayant été faite au nom de la libération individuelle), nous réagissons par la politique de l'autruche, la mise au rancard ; même si nous ne sommes pas d'accord avec ces démarches, les problèmes qui ont été soulevés me paraissent dignes d'intérêt (critique des formes de militantisme classique renforçant le masochisme plutôt que l'autonomie, par exemple, analyse « d'intellectuels » sur les modalités de la soumission des individus au système, etc) et les ignorer, quand ce n'est pas les nier, me paraît être en régression par rapport à nos objectifs (revue de critique anarchiste).

Agathe.